Lutte des classes ou lutte nationale

« La France est un pays de 90 millions d'âmes. » Ce sont les paroles consacrées, les mots que prononcent tous les bons patriotes afin de montrer l'attachement sentimental, d'ailleurs fort relatif, qu'ils éprouvent. pour les colonies, pour « notre plus grande France d'outre-mer ».

La France est donc un pays de 90 millions d'habitants, habitants noirs de l'Afrique Équatoriale et des Antilles, habitants arabes et berbères de l'Afrique du Nord, habitants jaunes de l'Indochine ; et 50 millions de coloniaux qui semblent souvent ne pas éprouver beaucoup de joie à être sujets de la France, s'agitent, se révoltent contre les exploiteurs comme ils se sont jadis agités et révoltés contre les envahisseurs.

L'esprit de la lutte est-il resté le même ? Les combats actuels continuent-ils la guerre nationale d'autrefois ? Un nouveau facteur s'est introduit dan la lutte : le développement du prolétariat colonial ; ce nouveau facteur va-t-il supplanter l'esprit national ? Va-t-il se juxtaposer à lui ? En un mot y a-t-il eu aux colonies, plus exactement y a-t-il eu dans les colonies qui peuvent soutenir une lutte de classes, ou les impérialismes, passage de la lutte nationale à la lutte de classes, ou bien est-ce la lutte nationale qui se continue sous une forme plus moderne et menée par un prolétariat mécontent ?

D'autre part, il serait intéressant de savoir quelle position doit prendre le prolétariat métropolitain devant les formes de lutte aux colonies.

Il est impossible de faire une démarcation nette entre lutte de classes et lutte nationale sans étudier dans chaque colonie

séparément les mouvements indigènes qui s'opposent actuellement à l'exploitation française ; en effet, les formes de lutte peuvent varier beaucoup d'une colonie à l'autre, et ces différences rendent fort difficiles une étude générale du problème.

[|* * * *

L'empire colonial français est relativement neuf ; c'est sous la Troisième République que s'achèvent les grandes conquêtes ; c'est seulement en 1912 qu'est reconnu, par la convention de Fez, le protectorat de la France au Maroc. Entre 1871 et 1912, se placent les conquêtes de la Tunisie, de l'Indochine, de l'Afrique Équatoriale et Occidentale, de 'Madagascar. C'est donc à la fin du xixe siècle et au début du xxe que la France va conquérir ses plus grandes colonies, l'Algérie mise à part.

La conquête, la composition de l'Empire français fut assez longue. Elle porta aussi sur des pays totalement différents. Les peuples formant l'A.E.F. et l'A.O.F., par exemple, n'avaient jamais formé de nations. « *Aucun sentiment national d'indépendance ne les animait ; ils se sont vite habitués à obéir aux officiers français.* » (Seignobos.) D'autre part, la nature sauvage de ces pays, leur faible densité, le développement encore minime des voies de communication rendent difficiles les contacts entre indigènes, et par suite, l'organisation d'une révolte quelconque.

Si les données du problème sont différentes pour les Antilles, la solution est la même. La Guadeloupe et la Martinique sont bien trop petites pour pouvoir organiser un mouvement sérieux, et il ne peut s'agir de lutte nationale, les habitants actuels du pays descendant de nègres africains. Notons pour mémoire l'existence d'une tension perpétuelle entre noirs et blancs, qui régit toute la lutte politique. Les colonies où la lutte s'est le mieux développée, où elle a pris une forme importante sont l'Afrique du Nord et l'Indochine. C'est sur elles que nous allons maintenant centrer cette étude.

Il est facile de comprendre pourquoi dans ces deux pays la lutte est devenue si forte. Ce sont d'abord les colonies les plus peuplées. L'Afrique du Nord compte 17 millions d'habitants, l'Indochine en compte 20 millions. À elles deux, ces colonies forment donc plus des deux tiers de la population coloniale française. D'autre part, ce sont celles qui ont excité le plus tôt les convoitises des capitalistes, culture de la vigne et de l'olivier en Algérie, phosphate dans toute l'Afrique du Nord, fer en Algérie. En Indochine, riz cochinchinois, fer et houille du Tonkin, sans compter d'autres ressources moins importantes mais cependant appréciables. Dans ces deux pays, existait une culture développée, une unité nationale déjà assez forte, des religions qui rattachaient l'Afrique du Nord à tout le bloc islamique. Le bouddhisme et le culte de Confucius rattachaient au point de vue culturel le Viet-Nam à la Chine. Dans des pays si différenciés et civilisés, les conquêtes furent longues, Après les conquêtes, les révoltes furent profondes. Elles durent encore. Elles ont pris des formes différentes. C'est sous ces formes qu'il convient de les considérer pour poser nettement le problème : *lutte de classes ou lutte nationale*.

[|* * * *|]

Il n'y a pas de mouvement commun à la Tunisie, au Maroc, à l'Algérie. Au Maroc, notons l'existence d'un mouvement national qui groupe les forces indigènes autour de journaux tels que *l'Action Populaire*, *l'Action*, *El Atlas*. En Algérie, à côté des partis communiste et socialiste, le peuple va au Parti populaire algérien. Ce parti a succédé à l’Étoile Nord-Africaine dissoute par le Front populaire, cependant ses tendances sont moins séparatistes. L’Étoile réclamait un Parlement algérien élu au suffrage universel, la suppression, de la justice administrative, la constitution d'une armée nationale, le respect de la petite propriété, la langue arabe reconnue comme langue principale. Les indigènes seuls avaient le droit d'y adhérer. Le P.P.A. réclame l'indépendance dans le

cadre de la légalité. Il souhaite la constitution d'un Parlement franco-musulman. Il semble bien d'après le résultat des dernières élections cantonales qui virent Messali Hadj arriver en tête du scrutin que le P.P.A. a pris une très grosse importance en Algérie.

En Tunisie, la lutte est surtout menée par le Néo-Destour. C'est ce parti qui réunit le prolétariat indigène avec les étudiants et les bourgeois. Ce Néo-Destour travaille à côté du vieux parti Destour, plus religieux, et dont le chef, le cheik Talbi souhaite l'union des différents mouvements musulmans du monde (Palestine, Égypte, etc.).

Le Néo-Destour qui a pris le nom de Parti libéral constitutionaliste tunisien se montre plus progressiste. Il tâche d'englober, et d'ailleurs, il y réussit, la majorité des ouvriers. Ben Youssef déclare un jour dans une réunion : « Notre parti groupe dans son sein tous les éléments de la population, les ouvriers y ont une place et même une place prépondérante parce qu'ils sont encore plus exploités que les autres, étant exploités deux fois : une première fois en tant que colonisés, une deuxième fois en tant que prolétaires... » Il ajoute plus loin : « *Chez nous, il ne doit pas y avoir de lutte de classes*. » D'ailleurs, la tache de ceux qui rabattent vers le Destour les ouvriers est facilitée par l'exploitation qu'ils subissent et par les avantages accordés aux métropolitains. Il faut considérer cette remarque comme valable pour le P.P.A. Cet état de choses permet à Nouira de dire : « Mes amis, vous êtes d'un tiers colonial patronal qui se manifeste par un salaire plus élevé des ouvriers français, italiens ou autres. Ainsi, avec vos revendications d'ordre corporatifs vous en avez d'autres aussi urgentes, sinon plus : les revendications politiques qui sont celles du peuple dont vous faites partie, vous ne devez pas l'oublier. Un seul parti peut les taire aboutir : notre parti, votre parti, le Destour. » De telles paroles, la promesse d'un Parlement élu, au suffrage universel, maître de son ordre du jour, ayant la

plénitude du pouvoir législatif, l'instruction obligatoire, attirent le prolétariat à ce parti qui veut assurer la place de la Tunisie « dans le concert des nations civilisées, maîtresses de leurs destinées » et qui désire « un gouvernement national issu du peuple et *placé sous l'égide de notre souverain bien-aimé* » (docteur Ben-Slimane).

L'analyse de la situation en Afrique du Nord nous montre bien une forte action nationale avec des tendances plus ou mains libérales. Seule la C.G.T. tunisienne, récemment dissoute, pouvait se permettre une action de classe assez forte, mais elle était tiraillée par la lutte des partis indigènes.

[|* * * *|]

En Indochine, depuis 1930 (après la révolte de Yen-Bay) la lutte s'est profondément modifiée. L'ancien mouvement national était le mouvement des « Lettrés » qui, s'inspirant de la philosophie de Confucius travaillait plutôt à une émancipation culturelle qu'à une émancipation sociale. La lutte prit un caractère plus âpre sous l'influence du parti nationaliste indochinois dont le chef principal était Nguyen-Thai-Hoc. Ce parti voulait la mise à la porte des Français, une révolution économique très libérale, *par la nationalisation des grandes entreprises* et se déclarait l'ami de tous les peuples opprimés. Le parti nationaliste joua un rôle prépondérant avant 1930 et il groupait à côté du parti communiste (qui n'était pas encore sous l'égide de Moscou) la majorité des prolétaires indochinois. Après la révolte de Yen-Bay, ses principaux membres ayant été condamnés à mort et exécutés, le parti perdit la plus grande part de son influence.

Pour comprendre ce qui se passe maintenant en Indochine, il faut faire une différence entre le groupe Annam-Tonkin, d'une parte, et la Cochinchine d'autre part. En. effet, si dans l'Annam, il faut signaler un mouvement national-démocrate, autour de Thuc-Khang, et au Tonkin un mouvement de même nature, avec cependant une tendance appuyée vers la classe

ouvrière, sous la direction de Tien-Phu, dont l'organe est *Le Travail*, en Cochinchine la lutte a pris un caractère plus âpre et s'est organisée dans un sens très prolétarien. Il y a bien en effet un parti indochinois, le parti constitutionaliste, né en 1925, qui préconise le progrès social sous l'égide de la France. Ce parti réunissait autour de Bui-Quang-Chien et Ngyen-Phen-Lang, la majorité des petits-bourgeois. Le dernier chef nominé s'apercevant du manque d'influence du parti et voyant que les intellectuels commençaient à s'intéresser à la lutte ouvrière, a proposé une révision tactique, et essayé d'obtenir de « *La Lutte* », dont nous parlerons tout à l'heure la formation d'un congrès populaire national, afin de présenter un cahier de revendications à la commission d'enquête. Il y eut scission entre les deux chefs. Le premier garde près de lui la majorité du parti. Le deuxième dirige un organe national, *Le Flambeau d'Annam*. Les partis nationaliste donc, s'aperçoivent de leur manque d'influence, et tentent un rapprochement avec le mouvement ouvrier, c'est-à-dire le parti communiste et la ive Internationale.

Le parti communiste indochinois est depuis 1931 seulement sous l'égide de Moscou. Il groupe sous la direction de deux chefs : Guyen Van Thao qui dirige *l'Avant-Garde*, et Duang Bach Mai qui dirige *Le Peuple*, la majorité du prolétariat. Une autre partie des ouvriers suit les trotskistes sous la direction de Ta-Tu-Thau, dont l'organe est *La Lutte*.

Le combat ouvrier était très bien organisé, il avait atteint son apogée avec l'inattendu et formidable front unique qui durait depuis 1931, mais à l'avènement du Front populaire, les dissensions commencèrent au sein des groupes après un voyage de Duang Bach Mai en France, Thau s'efforça de maintenir le front unique, mais il ne put y parvenir et quelque temps après, un voyage du député communiste Honel consacrait la scission.

De toute façon, en Cochinchine, la lutte a pris un caractère

très nettement ouvrier.

Nous avons montré la profonde différence existant entre l'Afrique du Nord et l'Indochine. En Afrique du Nord, il semble bien qu'il y ait une bourgeoisie essayant d'entraîner le prolétariat dans une lutte nationale. En Indochine, les mouvements nationaux ne sont pas si développés et le mouvement ouvrier a trouvé en Cochinchine un terrain de développement d'où il essaye de s'étendre dans toute l'Indochine. Cependant, la situation est loin d'être excellente. Il y a encore dans les colonies françaises prépondérance de la lutte nationale sur la lutte de classes, tant la différence entre les peuples colonisés et colonisateurs est restée grande.

[|* * * *|]

Il me semble qu'en gros, l'on peut comparer avec justesse, la situation des colonies avancées avec celles de différentes nations en 1848, au moment de la grande vague des révolutions nationales. Ce sont les mêmes forces souvent libérales, toujours nationalistes ; libérales par réaction contre l'absolutisme outrancier des possédants, mais surtout nationales : c'est l'Italie qui s'élève contre l'Autriche ; ce sont les complications nationales et religieuses au sein de l'Autriche même.

Les révolutions nationales furent longues, difficiles, subirent maints échecs avant la réussite finale. Le peuple en tira un profit plus idéologique que matériel et si l'on regarde maintenant, projetés dans notre époque, les aboutissants de la politique nationaliste, on assiste à l'apparition du fascisme dans certains des États ayant fait « leur révolution nationale » : Italie, Allemagne, par exemple. Ces révolutions sont mal définies, elles exacerbent le nationalisme du peuple, au grand profit des bourgeois et elles risquent souvent d'entraîner le fascisme sous une forme au sous une autre.

Cependant, la situation aux colonies n'est pas tout à fait la même. À côté de la réaction nationale existe une réaction anticapitaliste et les peuples coloniaux ont pu même parfois prendre nettement conscience de leur classe. Nous avons déjà, vu les avances des orateurs destouriens au prolétariat. Nous avons vu le développement des partis prolétariens en Cochinchine. Il nous faut parler maintenant d'un énorme mouvement prolétarien, d'un mouvement qui montre bien à quel point peut aller le réveil d'une classe « les grèves de 1936 en Afrique du Nord et en Indochine ».

En Afrique du Nord, dès juin 1936, *correspondant au mouvement de leurs camarades français*, un mouvement indigène est déclenché. Ce sont les ouvriers du bâtiment et de la métallurgie qui ouvrent la lutte. Les autres suivent. Fait rare : *le prolétariat agricole lui-même se met en grève*. Les prolétaires algériens luttèrent avec courage. Il fallut envoyer contre les grévistes la garde mobile. Des autos-mitrailleuses parcouraient le Sahel. On arrêtait les meneurs. Quand la lutte fut terminée en_France, elle s'arrêta aussi en Afrique du Nord. Un peu plus tard, c'était le prolétariat indochinois qui entrait en lutte. Il faut d'ailleurs remarquer qu'il fut toujours très combatif. Là-bas, en 1929, en Cochinchine et pour la première fois au Tonkin (Haiphong) des grèves s'organisent sur le terrain de classe. Péra pouvait dire dans la *R.P.* : « Malgré le régime d'esclavage, *la lutte de classe* sous des formes qui se rapprochent *énormément* de celles des prolétariats européens, et avec des revendications identiques, a fait son apparition dans le fief des grands négriers ». En 1936, un immense mouvement se déclenche avec des revendications purement sociales : application des lois sociales, *réduction des amendes, interdiction des sévices corporels*, augmentation des salaires de 25 % en moyenne. Les grèves sévirent du Nord au Sud, le gouverneur Pagès dut prendre des mesures « énergiques » pour les étouffer. Voilà qui prouve bien la force que peuvent malgré tout prendre les revendications du prolétariat indigène sur le terrain de

classe.

[|* * * *|]

Les mouvements d'émancipation coloniale commencent à être connus. La lutte des indigènes est suivie favorablement par une partie du prolétariat français. Des meetings réunissent dans les salles parisiennes bon nombre de prolétaires. À ces meetings prennent la parole des personnalités du mouvement ouvrier. Aux meetings qui eurent lieu, on pouvait noter l'adhésion de Rousset du P.O.I., de Guérin de la G.R., de l'U.A., des étudiants socialistes. Il importe maintenant de faire le point et de dégager l'attitude du prolétariat devant les partis nationaux indigènes. Ceci se rattache très intimement au problème des luttes nationales ; en vertu du fameux « droit qu'ont les peuples à disposer d'eux-mêmes » beaucoup de militants regardent d'un bon œil les mouvements d'indépendance. Il est inutile de rappeler que le parti communiste soutint assez longtemps les mouvements d'émancipation coloniale. Lénine prenant position, écrivait « Dans une guerre réellement nationale, les mots "« défense de la patrie" ne seraient pas une tromperie et je n'en suis pas adversaire » (Tome xii des œuvres complètes). En face de cette attitude s'élevèrent d'une part les anarchistes et Rosa Luxembourg aussi qui prit nettement parti contre la thèse du droit des peuples soutenue par Lénine. Dans sa brochure sur la Révolution, elle écrit : « Mais, et nous touchons ici le nœud du problème, le caractère utopique, petit-bourgeois de ce mot d'ordre *nationaliste*, consiste précisément en ceci : *que dans la dure réalité de la société de classes, restant dans une période d'antagonismes extrêmes, il se transforme en un moyen de domination de la classe bourgeoise* ».

Le problème se trouve nettement posé : faut-il soutenir en vertu du droit des peuples les luttes nationales, ou faut-il prendre parti contre-elles ? Nous n'allons pas nous étendre sur cette question ; nous essaierons seulement d'avoir une position claire.

On ne peut discuter dans l'absolu sur les positions du prolétariat envers les luttes nationales. Il faut tenir compte de plusieurs faits précis : d'une part, les mouvements coloniaux existent. Certains sont très forts et groupent une grande partie des indigènes, d'autre part la lutte du prolétariat révolutionnaire se fait, doit se faire sur le terrain international de la lutte de classes et non sur un terrain national. Reconnaissons que soutenir la lutte des indigènes contre l'impérialisme est un moyen de combat intérieur contre le capitalisme français. En effet, en cas d'aboutissement d'une lutte nationale un rude coup serait porté aux grands trusts dans la recherche de leurs matières premières. Mais il serait vain de croire qu'une telle lutte suffirait à éliminer à tour jamais le problème du capitalisme colonial. Il est à craindre que les colonies ne pouvant vivre en économie fermée (aucun pays ne le peut) ne retombent sous une oppression capitaliste, soit indigène, soit et plutôt, internationale. Délivrer le prolétariat indigène de l'oppression française n'est pas tout. Il faut le débarrasser du capitalisme. Challaye a bien vu le problème quand il écrit dans sa préface à une brochure destourienne « le véritable intérêt et le devoir du peuple de France c'est d'unir son effort à celui du peuple tunisien contre les exploiteurs des deux peuples ».

En un mot, il faut intensifier partout la lutte sur le terrain de classes. Les grands partis populaires ont failli à leur tâche. Les prolétaires français ne doit pas faillir à la leur. Il faut encourager et soutenir par tous les moyens les mouvements prolétariens indochinois, il faut encourager les prolétaires africains ayant travaillé en France et repartant là-bas à, montrer à leurs camarades indigènes le vrai sens de la lutte. Il faut se trouver toujours prêts à soutenir les mouvements prolétariens qu'ils pourront déclencher.

Soutenir la lutte nationale n'est qu'une partie de la grande tâche. Le but que nous essayons de poursuivre malgré tout est

une émancipation de tous les prolétaires. Il appartient aux militants restés sincères de grouper leurs efforts dans ce sens. Alors peut-être arriverons-nous un jour au but poursuivi. Il importe de se souvenir toujours de la phrase de Marx : *Prolétaires de tous les pays unissez-vous*.

[/Marester/]